



Belgique/Belgie
PP
Liège X 9/1447
Autorisation de fermeture n°9/168 N° d'Agrégation P401159

Editorial

Depuis l'entrée des Talibans dans l'imaginaire collectif, occasionnellement à partir de 1994 sous Clinton et puis plus massivement après les attentats du 11 septembre et la guerre en Afghanistan, on ne compte plus les petits reportages à la télévision évoquant pêle-mêle le statut de la femme, la lapidation, les coups de fouet en public ou encore la destruction des statues de Bouddha à Bamiyan. Les images sont souvent des images d'archive présentées pour alimenter un commentaire sur la dégradation de la situation au plan humanitaire mais aussi militaire. Il est d'ailleurs assez difficile de se faire une idée sur une « guerre » dites contre le terrorisme, ou contre les Talibans, ces derniers étant visiblement encore bien présents dans un pays qui semble toujours en dehors du contrôle des troupes de l'Otan après 8 années d'occupation. Depuis quelques mois, les stratèges de Monsieur Obama et des chefs d'Etat des pays impliqués dans le conflit proposent de travailler main dans la main avec les Talibans dits « modérés » contre les Talibans dits « radicaux ». Et ici aussi, il est difficile de comprendre ce que cela peut signifier. A l'appui des petits reportages à la télévision évoquant l'obligation du port de la Burqa et les exécutions sommaires, on devine que les premiers « lapident humainement » tandis que les seconds « fouettent sans pitié ».

Tout cela fait mauvais genre quand au même moment en février 2009, on voit descendre d'un avion sur le sol britannique un certain Binyam Mohammed (voir photo ci-contre). Né en Ethiopie avant d'émigrer au Royaume-Uni à l'adolescence, Monsieur Mohammed est arrêté au Pakistan un peu après le début de l'offensive de 2001 (en Afghanistan) alors qu'il tente de rentrer à Londres. Il est d'abord interrogé par le FBI, la CIA et le MI5 (service britannique) avant d'être déporté au Maroc dans le cadre du programme des vols secrets. Détenue pendant 18 mois, il est battu et fait l'objet de diverses tortures, on lui coupe notamment des morceaux des parties génitales et on asperge ce qu'il en reste de liquide irritant. Régulièrement menacé de viol, d'électrocution et de mort, il finit par être envoyé à Guantanamo dont il a seulement été libéré il y a quelques semaines, après 7 ans de détention, faute de preuves d'une quelconque culpabilité.

On pourrait penser que tout cela relève des années Bush et de la « Guerre contre la terreur » avec son cortège de violations des droits humains aux Etats-Unis et à l'étranger. Mais ce serait sans tenir compte de la probable continuité entre les administrations Bush et Obama dans ce domaine. En témoigne notamment l'argument du « secret d'Etat » récemment utilisé par les juristes d'Obama dans cette affaire. Car Monsieur Mohammed et d'autres détenus victimes des vols secrets de la CIA ont également porté plainte contre un sous-traitant de Boeing accusé d'avoir travaillé pour l'agence de renseignement. Et là, surprise ! Les juristes de l'équipe d'Obama ont invoqué le même privilège du « secret d'Etat » que leur prédécesseur devant une cour de San Francisco pour s'opposer à la relance d'une action en justice qui vise à démontrer que le sous-traitant en question a bel et bien déporté des gens dans le cadre du programme secret de la CIA. En d'autres termes, le principe du « secret d'Etat » utilisé de 2001 à 2009 (années Bush) pour permettre l'arrestation, la déportation et la torture d'individus est à nouveau utilisé aujourd'hui par Obama, mais cette fois-ci pour empêcher que l'on fasse la lumière sur ce programme scandaleux. Interrogé par le juge sur le possible changement de position du gouvernement en raison du changement d'administration (suite aux élections), le juriste de l'équipe d'Obama a été très clair : « No, your honor », affirmant parler au nom de ses supérieurs.

Contrairement aux apparences (fermeture « prochaine » de Guantanamo, etc.), Obama ne semble pas pressé de rompre avec les pratiques de son prédécesseur. Et à ce titre, il est bon de revenir sur une autre prison à scandale dont on parle peu et qui pourtant est bien pire que Guantanamo : le centre de détention situé sur la base militaire de Bagram (Afghanistan) dont il n'est aucunement question d'engager la fermeture. Les témoignages évoquant des cas de torture se multiplient depuis plusieurs années et certaines d'entre elles ont même entraîné la mort de détenus. Enfermés comme « combattants ennemis » par le gouvernement de l'ancien président Bush, sans inculpation ni procès, plus de 600 personnes n'ont pas encore vu un avocat depuis l'ouverture de la prison.

En réponse à une demande d'un juge fédéral de Washington sur l'opportunité de permettre à ces détenus de contester leur détention devant des tribunaux américains, le département de la Justice de l'administration Obama a clairement affirmé en février qu'il conserverait la même position que son prédécesseur. Et lorsque ce même juge a finalement décidé quelques jours plus tard que les « détenus de Bagram, qui ne sont pas des citoyens afghans, qui n'ont pas été capturés en Afghanistan et qui ont été enfermés plus longtemps qu'il n'est raisonnable - ici, plus de six ans -, sans bénéficier d'un procès, peuvent invoquer (...) le privilège de l'Habeas corpus », c'est-à-dire contester leur détention, le département de la Justice a affirmé « étudier le dossier » sans préciser s'il allait aller en appel de cette décision en vue de longues procédures judiciaires à Washington.

Tout ce qui précède est terriblement décevant. On apprend d'abord que les Talibans sont des « barbares » avant d'entrevoir finalement une collaboration probable entre ceux-ci et la coalition de l'Otan dont fait partie la Belgique. Nos compatriotes pourront désormais travailler main dans la main avec les « barbares modérés » (ceux qui « lapident humainement »). En même temps, on rassemble de plus en plus de preuves d'une coopération de longue date entre les pays européens et les Etats-Unis dans le cadre des vols secrets de la CIA, avec au bout du chemin la torture au Maroc, en Egypte ou ailleurs, et puis Guantanamo. Enfin, on constate que l'administration Obama maintient, à ce jour, tout le dispositif sécuritaire de Bush. Les hommes d'Obama cautionnent le « secret d'Etat » pour tout ce qui est inavouable sous le règne de son prédécesseur et dans la foulée, ils décident de maintenir la zone de non-droit que représente la prison de Bagram. Espoirs et déception. Triste époque! ♦♦

Jérôme Jamain
Rédacteur en chef



© Lewis Whyld / AP / Reporters

L'Eglise et les Juifs

Par Julien Paulus

« Je crois qu'il n'y a pas eu de chambres à gaz (...). Je pense que 200.000 à 300.000 Juifs ont péri dans les camps de concentration, mais pas un seul dans les chambres à gaz ». Ces propos tenus lors d'une interview accordée à une chaîne de télévision suédoise en janvier 2009 sont ceux de Mgr Richard Williamson, l'un des quatre évêques intégristes de la Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X, excommuniés, et que le pape Benoît XVI a récemment réintégrés au sein de la communauté catholique. Lors d'un autre entretien accordé à l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* le 7 février dernier, Mgr Williamson, en dépit du scandale provoqué et ignorant l'injonction du Vatican de clarifier ses positions, refusait de revenir sur ses propos négationnistes en disant devoir au préalable trouver des preuves historiques de l'existence des chambres à gaz¹.

Certes, l'Eglise – en ce compris la très traditionaliste Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X – a pris ses distances avec l'évêque. Mais les prises de position de ce dernier ne constituent pas un cas isolé de « dérapage médiatique » sur la question des chambres à gaz. Que l'on se rappelle le choc qu'avait été pour l'opinion publique française la défense par l'abbé Pierre de l'ouvrage négationniste de son ami Roger Garaudy, prise de position qui amènera la « personnalité préférée des Français » à être exclu du comité d'honneur de la LICRA. Ce type d'affaires amène par ailleurs à se remémorer la polémique – toujours en cours – sur la position du Vatican vis-à-vis des exactions nazies et plus particulièrement de la Shoah. La relation de l'Eglise catholique avec la communauté juive dans l'Histoire reste empreinte de nombreuses parts d'ombre, parsemée tour à tour de violences spasmodiques, de silences ambigus et d'imprécations accusant tout un peuple de « décide ».

« Criminalisation » de la concurrence juïque

Si nous devons remonter aux origines de l'antagonisme entre christianisme et judaïsme, il convient d'abord de se

rappeler que, historiquement et n'en déplaise aux dogmatiques, le premier est une dissidence du second. Le christianisme est une tentative de régénération de la Torah qui, dans un premier temps, ne concernait que les seuls Juifs. Mais devant le peu de succès rencontré auprès de ses coreligionnaires « conservateurs » attachés à la Tradition et à l'autorité du Sanhédrin, le très zélé prosélyte Saül de Tarse (futur Saint-Paul), décida d'ouvrir le message chrétien aux Gentils tout en dispensant ces nouveaux convertis de plusieurs commandements de la Loi juive, notamment la circoncision. « Les Chrétiens (...), ces dissidents du judaïsme, apercevaient avec dépit que leur propagande au sein du peuple élu ne portait pas grands fruits : dès lors, il leur importait de démontrer au monde que Dieu avait retiré à celui-ci le bénéfice de son élection, pour le reporter sur une nouvelle Israël². »

Cette démonstration s'effectuera par une criminalisation de la communauté juive dans les exégèses chrétiennes qui se baseront sur deux axes principaux et qui auront toute leur importance quant aux relations que la future *Ecclesia catolica* entretiendra avec le « peuple élu ». D'une part, la responsabilité de la mort terrestre du Christ – et donc de Dieu qu'il incarnait – est rejetée sur les Juifs. Ainsi, la scène du procès dans laquelle Pilate laisse le choix au peuple juif entre Jésus et Barabbas : « Le gouverneur prenant la parole, leur dit : Lequel des deux voulez-vous que je vous relâche ? Ils répondirent : Barabbas. Pilate leur dit : Que ferai-je donc de Jésus, qu'on appelle Christ ? Tous répondirent : Qu'il soit crucifié ! Le gouverneur dit : Mais quel mal a-t-il fait ? Et ils crièrent encore plus fort : Qu'il soit crucifié ! Pilate, voyant qu'il ne gagnait rien, mais que le tumulte augmentait, prit de l'eau, se lava les mains en présence de la foule, et dit : Je suis innocent du sang de ce juste. Cela vous regarde. Et tout le peuple répondit : Que son sang retombe sur nous et sur nos enfants ! » (Mathieu, XXVII, 21-25). Les Juifs sont donc responsables de la mort du « fils de Dieu » et acceptent d'en porter la responsabilité trans-générationnelle. D'autre part, et consubstantiellement à cette première accusation, le Juif sera vite soupçonné de préparer la venue de l'Antéchrist. Ainsi fut souvent interprété le verset qui suit :

> suite p.2

La violence dans les stades de football
Entretien avec Bertrand Fincoeur (page 4)

1 Pour ce qui est de ce programme en Europe, lire « La lutte contre le terrorisme : la démocratie contre elle-même » in La Revue Aide-mémoire, N°36, Avril-Mai-Juin 2006, p.1.
2 L'information provient du New York Times, du Washington Post et de l'International Herald Tribune des 9, 10, 11 et 12 février 2009.
3 Lire le communiqué du International Justice Network : <http://www.ijnetwork.org> (.../content/view/113/48)
4 <http://www.ijnetwork.org> (.../content/view/134/47/)

« Je suis venu au nom de mon Père, et vous ne me recevez pas ; si un autre vient en son propre nom, vous le recevrez. » (Jean, V, 43).

Le Juif devient ainsi aux yeux du dogmatisme chrétien celui qui n'a pas voulu croire, qui, par aveuglement, bêtise ou malveillance, a assassiné le Christ et qui, par son refus de voir en Jésus le fils de Dieu, prépare la venue de l'Antéchrist. De là à faire du Juif la figure du démon, il n'y a qu'un pas que l'Occident chrétien n'hésitera pas à franchir dans ses moments d'hystérie mystico-religieuse.

Du bouc émissaire au comploteur

Pendant plusieurs siècles pourtant, Juifs et chrétiens cohabitèrent en « quasi » bonne entente. Le Haut Moyen âge européen vit l'émergence de communautés juives prospères et bien intégrées peu ou prou inquiétées par quelque contempteur chrétien et qui, d'une manière générale, bénéficiaient de la protection des pouvoirs en place, particulièrement pendant la période carolingienne. Mais quand, en 1096, le pape Urbain II lance son appel à la croisade pour récupérer les lieux saints chrétiens tombés entre les mains des « infidèles musulmans », nombreux sont ceux qui pousseront le zèle à s'attaquer en priorité aux « infidèles » installés au sein même de la chrétienté : les Juifs. Cette époque marque le début d'une vague d'exactions commises au nom de Dieu à l'encontre de la communauté israélite : conversions forcées, pillages et massacres parsemèrent l'Europe des croisades.

L'hystérie gagnera encore en intensité quand, au XIVe siècle, plusieurs rumeurs rendirent les Juifs responsables des terribles fléaux qui s'étaient abattus sur l'Occident : la grande famine de 1315-1317 et, surtout, l'épidémie de peste noire de 1347-1349 qui emporta près d'un tiers de la population européenne. Dans un regain de fanatisme religieux destiné à conjurer ce qui apparaissait comme un châtement divin et se rappelant fort opportunément le « crime déicide » perpétré par la communauté juive à l'encontre du Christ, les populations d'Occident soupçonnèrent bientôt celle-ci de comploter contre la chrétienté et l'accusèrent, entre autres choses, d'empoisonner les fontaines

et points d'eau potable, ainsi que les hosties consacrées. L'image du Juif se confondait progressivement avec celle du Malin dans l'imaginaire populaire, avec la bénédiction des clergés locaux et la complicité tacite de la haute hiérarchie catholique.

Du complot judéo-maçonnique aux Protocoles des Sages de Sion

Devant cette flambée de violence, aux déchaînements ponctuels et imprévisibles, les Juifs furent rapidement acculés à se constituer, de gré ou de force, en ghettos – avec, par endroits, le port d'un signe distinctif. Le ghetto restera le lot de la plupart des Juifs de France jusqu'à la Révolution française où, dans l'esprit d'universalisme républicain qui régnait aux premiers jours de la Révolution, l'Assemblée législative accorda la citoyenneté française à la communauté israélite. La Révolution française constituera un tournant à bien des égards, en ce compris la haine des Juifs qui seront maintenant soupçonnés d'avoir tramé la perte de la monarchie catholique de la France, fille aînée et protectrice de l'Eglise. Les mouvements contre-révolutionnaires monarchistes et catholiques qui traverseront tout le XIXe siècle et au-delà ne tarderont pas à associer les Juifs (mais aussi les francs-maçons et les protestants) à l'exécution de Louis XVI et l'émergence d'une société sécularisée aux velléités égalitaires : « La France catholique subirait ainsi, depuis 1789, le joug des protestants, des juifs et des francs-maçons qui s'accordent à la dépouiller de son identité, les uns et les autres n'agissant qu'au nom d'une vaste internationale décidée à étendre, avec l'idéologie des droits de l'homme comme prétexte, son contrôle à la France (...) ». Plus largement, c'est tout un milieu catholique européen qui est pris de fièvre antisémite. Ainsi, en 1898, pouvait-on lire à propos de l'affaire Dreyfus, dans la *Civiltà Cattolica*, revue jésuite proche du Vatican : « Les Juifs allèguent une erreur judiciaire ; la véritable erreur est celle de l'Assemblée constituante qui leur a accordé la nationalité française ». Et de poursuivre : « d'économique l'antisémitisme deviendra ce qu'il doit être : politique et national. (...) Ce n'est pas seulement en France, mais en Allemagne, en Autriche, en Italie, que les Juifs doivent être exclus de la nation. Alors, dans la belle harmonie d'autrefois enfin rétablie, les peuples retrouveront leur bonheur perdu ».

Dans un tel contexte paranoïaque, il n'est donc guère surprenant que les milieux catholiques réactionnaires aient été particulièrement réceptifs à des thèses complotistes et antisémites telles que celles véhiculées par la fiction des *Protocoles des Sages de Sion* qui seront interprétés comme une vaste machination contre la chrétienté. D'une manière plus générale, le Juif continue d'occuper une place particulière dans l'imaginaire chrétien : déicide, peuple déchu plutôt qu'élus, quasiment diabolique (« Vous avez le diable pour père », Jean VIII, 44). Ainsi, si l'on garde à l'esprit que l'Eglise, malgré quelques déclarations de repentance, reste très floue quant aux liens qu'elle a entretenus avec les principaux régimes fascistes du XXe siècle, qu'il fallut attendre 1993 pour que le Vatican reconnaisse formellement l'Etat d'Israël ou que Benoît XVI a déjà annoncé son intention de béatifier le pape Pie XII, celui de l'ambiguïté envers le régime nazi, l'on comprend que les propos d'un ex-évêque intégriste sur les chambres à gaz s'inscrivent dans le contexte plus large des difficiles relations que les chrétiens entretiennent avec leurs « grand frères » juifs. ••

Julien PAULUS

1 Il a, depuis, présenté ses excuses aux parents de victimes du IIIe Reich, précisant qu'il n'avait fait qu'émettre une opinion de « non historien ». Aucune trace, toutefois, d'infirmité de ses propos négationnistes.

2 Poliakov, Léon, *Histoire de l'antisémitisme. 1 : L'âge de la foi*, Paris, Seuil, coll. Points, 1991, p. 29.

3 Birnbaum, Pierre, « La France aux Français » *Histoire des haines nationalistes*, Paris, Seuil, 1993, p. 106.

4 « Il caso di Alfredo Dreyfus », *La Civiltà Cattolica*, I, 1898, p. 273 sq. Cité dans Olender, Maurice, *La chasse aux évidences*, Paris, Galaade, 2005, p. 20.

5 Ibid., pp. 20-21.

6 Voir Thanassekos, Yannis, « "L'Antéchrist comme éventualité politique" ou les Protocoles des Sages de Sion » in *Bulletin trimestriel de la Fondation Auschwitz*, n°8, avril-juin 1985, pp. 73-80.

Voyage contre l'oubli : Auschwitz-Birkenau

Comme chaque année, les Territoires de la Mémoire organisent un voyage d'étude au cœur des vestiges de la barbarie nazie. Du 21 au 23 mai prochains, celui-ci aura pour destination le vaste complexe de mort que fut Auschwitz-Birkenau. La démarche proposée par les Territoires de la Mémoire a l'ambition d'aller au-delà d'une nécessaire mais, selon nous, insuffisante tradition commémorative ; l'objectif est ici d'interroger l'Histoire afin qu'à côté de l'émotion, une place soit laissée à la réflexion.

L'édition 2009 affiche complet depuis déjà plusieurs semaines. Nous informons dorénavant et déjà ceux que cette démarche intéresse que le même voyage sera organisé en mai de l'année prochaine.

Infos et réservation auprès de Cédric Boonen 04/250 99 41

Voyage à Cracovie – Auschwitz-Birkenau 21 – 23 mai 2009

21 mai 2009

- 5h : départ en car depuis le parking de l'Holiday Inn de Liège vers l'aéroport de Charleroi
- 8h30 : décollage de l'avion vers Cracovie
- 10h20 : arrivée à Cracovie et transfert en car vers l'hôtel Ascot
- 14h-16h : visite guidée de Cracovie

22 mai 2009

- Matin : visite du camp de Birkenau
- Après-midi : visite du camp d'Auschwitz

23 mai 2009

- 3h30 : Transfert en car vers l'aéroport de Cracovie
- 6h10 : décollage de l'avion vers Bruxelles
- 8h05 : arrivée à l'aéroport de Charleroi et transfert en car vers l'Hôtel Holiday Inn à Liège



INFOTEC : 04 361 94 44 info.liege-verviers@tecwi.be

Une perturbation sur votre ligne ?
Soyez-en averti à temps !
Inscrivez-vous à l'E-mailing sur
www.infotec.be/tv

WAHA
Fautre voie de la réussite

athénée communal
LEONIE DE WAHA

Éducation à la citoyenneté

L'ASSOCIATION LIEGEOISE DU GAZ

1 rue Sainte-Marie, 11 - 4000 - LIEGE - Tél : +32 (0) 4254 46 00 - Fax : +32 (0) 4252 30 58
E-mail : distribution.gaz@alg.be Site Web : www.alg.be

Le mot du président

Par **Pierre Pétry**

Nous reproduisons ici le rapport moral communiqué par le Président des Territoires de la Mémoire lors de l'Assemblée générale annuelle du 30 mars dernier. L'activité des Territoires de la Mémoire durant l'année 2008 a fait l'objet d'une publication détaillée qui est à votre disposition sur simple demande à la rédaction.

Chers amis, j'ai l'honneur et le plaisir de vous confirmer que les Territoires de la Mémoire ont parfaitement respecté leur objet social. (...)

La nécessaire coordination des services pourrait ravir un chercheur social systémicien qui voudrait modéliser l'interactivité des différentes compétences qui permet d'aboutir à une efficacité globale plus que satisfaisante. Je me fais ici messager pour saluer le travail accompli par les permanents en ne citant personne en particulier pour n'oublier personne tellement chacun constitue un rouage indispensable du tout pour le tout.

En 2008, les militants ont été davantage sollicités, notamment dans le cadre du Salon des mandataires à Marche-en-Famenne. Cette activité a associé positivement travailleurs et militants,

elle a très certainement permis d'atteindre un objectif majeur et ambitieux : renforcer notre cordon sanitaire et éducatif qui atteint maintenant la centaine de communes devenues « Territoires de Mémoire ». J'aime à préciser que parmi celles-ci, il y a Bastogne, tout un symbole mais aussi notre première Province TM, celle du Luxembourg où nous avons reçu un accueil très soutenu.

Permettez-moi de mettre à l'honneur ce dispositif parce qu'il véhicule toutes nos activités, parce qu'il tisse ce cordon nécessaire à l'établissement de relais géographiquement disposés, parce qu'il concrétise notre souci de démultiplier – en dépit de notre petit nombre – l'impact des TM pour qu'une majorité de citoyens adoptent la posture de résistance aux idées extrémistes liberticides. Nous pourrions ajouter : parce qu'il nous positionne au service de ces communes au vu de notre incontestable expertise.

A Liège, les Territoires de la Mémoire resteront point cardinal et a fortiori dans trois ou quatre ans lorsqu'ils se déplaceront quelques centaines de mètres plus loin aux bords de la Sauvenière dans le cadre de Mnema. Les Territoires de la Mémoire y seront essentiels : d'initiateur principal qu'ils sont et

doivent rester, ils en deviendront la référence politico-morale et éthique principale. La réalité des chiffres en démontre la légitimité. La fréquentation du parcours symbolique reste aux confins de la saturation. Ceci donne sens à un élargissement des lieux. Lieux, nous le savons depuis longtemps, fréquentés par ceux que nous espérons devenir passeurs de mémoire, les jeunes, mais aussi par des adultes, toujours plus nombreux, et maintenant, par les personnels de services ou d'entreprises tant publics que privés. Nous savons les temps difficiles sur le plan financier, nos vœux pour l'année nouvelle suggéraient d'investir dans l'humain, c'était loin de la boutade, acquérir le statut d'entreprise citoyenne et soutenir les Territoires de la Mémoire n'est pas un luxe mais une nécessité... surtout pour elle et la société en général.

Et pour couronner le tout, notre stabilité financière est parfaite !

En conclusion : nous avons le sentiment d'être en cohérence avec nos objectifs parce que, tous ensemble, militants et bénévoles, nous y veillons en permanence.

Le triangle rouge ... pour continuer à résister aux idées d'extrême droite.

Par **Philippe Marchal**

7 juin 2009 : les élections régionales et européennes. L'enjeu pour la démocratie est important. Les Territoires de la Mémoire se lèvent à nouveau pour rassembler toutes celles et tous ceux (les plus nombreux dans notre pays !) autour d'un engagement citoyen résistant, solidaire et profondément démocrate.

Satisfactions ?

A juste titre sans doute, pouvons-nous afficher un certain optimisme : l'extrême droite wallonne et bruxelloise est affaiblie par des scandales internes à répétition et par un manque flagrant de crédibilité politique. Sa progression ininterrompue qui nous inquiétait tant ne semble pas être inéluctable. Conscients de l'importance du travail de proximité, les Territoires de la Mémoire ont progressivement construit un « cordon sanitaire éducatif » en partenariat avec plus d'une centaine de villes ou communes en Communauté française de Belgique – Wallonie et Bruxelles. Le succès du réseau « Territoire de Mémoire » prouve que de très nombreux élus souhaitent inscrire leur action dans une dynamique politique et éducative durable... et devenir ainsi de véritables « Passeurs de Mémoire ». Enfin, le « harcèlement démocratique » continue à mobiliser un grand nombre de citoyens. Si les associations comme la nôtre y contribuent largement, il est important d'associer à cette action permanente, l'appareil judiciaire qui active de plus en plus l'arsenal légal disponible pour condamner les dérives racistes, antisémites et xénophobes et les médias qui continuent à garder une distance évidente à l'égard des élus des formations politiques extrémistes... une attitude qui fait honneur à l'éthique journalistique.

Alors pourquoi poursuivre la campagne « Le triangle rouge ... pour résister aux idées d'extrême droite » ?

Attention danger !

Il est inutile de « chanter victoire » trop rapidement ! Malgré certaines avancées encourageantes, nous devons rester réalistes et constater qu'un peu partout en Europe et dans notre pays en particulier, les idées d'extrême droite restent bien présentes. Bien sûr, le langage et le visage ont changé... ils prennent des apparences de respectabilité au nom de la liberté ! Mais nous ne pouvons pas être dupes. Les dérives liberticides ou les dispositifs sécuritaires

constituent autant de réponses qui semblent « légitimes » mais qui peuvent nuire gravement à la démocratie ! Les fondamentalismes religieux en s'élevant en prescripteur de sens, ne sont d'ailleurs pas en reste. Ce que d'aucuns nomment « la transparence totalitaire » gagne du terrain et ses conséquences directes sur le vie de tous les jours commencent à avoir des effets concrets. Sous le couvert d'une « démocratie d'apparence », jusqu'ou sommes-nous prêts à concéder des parts de nos libertés ?

Dans le cadre du scrutin de juin prochain, les Territoires de la Mémoire mettront l'accent sur l'Europe... un niveau de décision de plus en plus important et qui semble pourtant encore si éloigné de nos préoccupations quotidiennes. Un dépliant sera bientôt disponible : le retour et la progression des idées d'extrême droite y seront illustrées à l'aide de faits réels tirés de la presse de différents pays européens. Une démonstration inquiétante pour activer notre vigilance à ce niveau également ! Toute la campagne sera également déclinée en langue anglaise (The Red Triangle to resist far right ideas) pour mobiliser un grand nombre d'Européens.

S'engager !

C'est ce que nous vous proposerons au fil des prochains mois et avant les scrutins qui s'annoncent.

Il y a plusieurs façons de témoigner votre soutien à la campagne « Le triangle rouge ... pour résister aux idées d'extrême droite » :

• **Portez le pin's Triangle rouge** : des dizaines de milliers d'épinglettes seront distribuées lors de nos nombreuses activités... vous pouvez aussi commander le pin's via un sms (3542 code TRIANGLE + nom + coordonnées / 0,50 € - 1 message envoyé, 0,50 € - 1 message pour confirmation)



• NOUVEAU ! Disponible en mai !

- > Chargez vous-même votre photo dans la galerie du site triangle rouge.
- > Faites-le savoir autour de vous en transférant cette fonction à vos contacts. 1

• **Le « WEB 2.0 »** : rejoignez-nous sur les réseaux sociaux pour promouvoir la campagne.

Avec des milliers d'autres, montrez ainsi votre engagement à nos côtés.

La campagne 2009 des Territoires de la Mémoire, c'est également une importante communication : grandes et moyennes affiches et autres bannières dans les rues des grandes villes de la Communauté française, cartes postales, spots TV, annonces radios, insertions publicitaires dans les médias spécialisés, séances de photographies dans divers événements, ...pour continuer à refuser l'inacceptable !

Rendez-vous régulièrement sur les sites de la campagne 2009. Le silence des pantoufles est plus dangereux que le bruit des bottes ! (B.Brecht)

www.trianglerouge.eu • www.red-triangle.eu

Autour du 8 mai

Dans le cadre de la commémoration de l'Armistice du 8 mai 1945, les Territoires de la Mémoire, en partenariat avec les Grignoux, ont le plaisir de vous inviter à la projection exceptionnelle du film *Mon meilleur ennemi*, de Kevin Macdonald, au cinéma « Sauvenière » le mercredi 6 mai 2009 à 20h00.

Mon meilleur ennemi dresse le portrait et retrace le parcours de l'un des criminels nazis les plus célèbres : Klaus Barbie. On connaît le Klaus Barbie, chef de la Gestapo et « boucher de Lyon », tortionnaire de Jean Moulin, condamné en 1987 à la prison à vie pour crimes contre l'humanité. Mais l'agent Barbie travaillant pour les

services secrets américains ? Et Klaus Altmann, l'homme de l'ombre de la répression bolivienne ? Kevin Macdonald nous révèle, dans un documentaire sans concession, les trois vies de Klaus Barbie.

La projection sera précédée d'un concert *a cappella* par l'étonnant « *Credo ma non troppo* », des artistes engagés, pour celles et ceux qui se voient funambules sur le fil de leur vie, il est sain de contempler cette prouesse sur des cordes... vocales.

Entrée gratuite.

Réservation obligatoire au 04/232.01.04 ou reservation@territoires-memoire.be (les places réservées seront disponibles à la Billetterie du cinéma « Sauvenière » le jour de la projection).

Programme

19h00 Accueil du public

19h10 Discours de Pierre Pétry, président des Territoires de la Mémoire, avec la remise symbolique de la Clé des Territoires de la Mémoire au représentant de l'ULPP (Union Liégeoise des Prisonniers Politiques)

19h20 Mini concert de « *Credo ma non troppo* »

20h00 Projection du film

21h30 Verre de l'amitié

Violence et racisme dans les stades

Entretien avec **Bertrand Fincoeur**

Assistant au Service de criminologie de l'Université de Liège et coordinateur scientifique du Centre Vitra

La violence dans les tribunes des stades de football n'est pas un phénomène nouveau et à certains égards les débordements les plus spectaculaires (émeutes, etc.) semblent même plus rares aujourd'hui. Quelle est l'ampleur de cette violence déjà ancienne, aux manifestations nombreuses et surtout multifformes (violence verbale, propos racistes, etc.) ?

Julien Paulus : La violence est-elle toujours présente dans les stades en Belgique ? Ou au contraire, est-ce un problème qui a pu être géré avec le temps ?

Bertrand Fincoeur : Si les matches de football ont toujours été accompagnés de débordements violents, ce n'est que depuis les années 1960 que l'on assiste à une violence préméditée et organisée. Avec l'exemple des supporters anglais que l'on pouvait découvrir à la télévision ou à l'occasion des matches de Coupe d'Europe, les clubs d'Europe continentale se sont progressivement structurés pour répondre aux Britanniques puis pour en découdre entre eux, au sein des championnats nationaux. Cela a progressé dans les années 1970 et 1980, l'image marquante étant le Heysel, en 1985. Même si ce drame s'est passé à Bruxelles, il ne touchait pas les supporters belges. Mais ça a agi comme une prise de conscience politique et sociale. Des projets de prévention ont ainsi notamment vu le jour. Puis, à l'approche de l'EURO 2000, organisé conjointement par la Belgique et les Pays-Bas, le législateur national a créé la « loi football ». Et cette loi a certainement joué un rôle majeur, en distribuant des interdictions de stade et des amendes aux trublions. A partir des années 2000, la violence physique a alors régressé de façon manifeste, je pense sous l'influence de deux facteurs principaux : la répression accrue et le vieillissement des supporters violents. La génération 1980-1990 n'a en effet pas vraiment été remplacée. Eux ont mûri, fondé une famille, trouvé un travail, ils ont désormais beaucoup à perdre. Aujourd'hui, les sanctions sont vraiment lourdes et de nombreuses mesures de sécurisation ont progressivement vu le jour : la ségrégation des supporters, l'introduction des stewards, la présence de caméras, le système « combi » qui impose de partir en car escorté pour les matches en déplacement, etc. Or, les incidents créent de la cohésion entre les agitateurs et une habitude. Chaque semaine, certains supporters attendaient la fin de la partie pour « refaire le match », le match de la rue. Ces dernières saisons, il y a tellement peu d'incidents que les « gars » sont un peu démobilisés et découragés par la politique du SPF Intérieur. Dans ce contexte, il n'y a pas vraiment de relève qui suivrait l'exemple des anciens, en tout cas en Belgique. En 2009, il est tout à fait improbable de voir une bataille rangée dans un stade. Mais ça ne veut pas dire qu'il n'y ait plus de risque ! D'une part, s'il y a à un moment une brèche dans le système, les supporters en profiteront. Et d'autre part, on observe un phénomène, certes minime, de déplacement. Puisqu'il est de plus en plus difficile de se battre dans ou autour du stade, les rencontres entre supporters sont davantage décalées, soit dans le temps (quelques heures avant ou après le match), soit dans l'espace (on constate par exemple des incidents occasionnels sur les parkings d'autoroute). Si on veut vraiment la bagarre, il faut donc être mieux organisé, avec les risques de radicalisation qui en découlent.

Julien Paulus : On parle beaucoup de violence lors des matches importants, est-ce que la problématique concerne également les divisions inférieures des championnats ?

Bertrand Fincoeur : On parle surtout de la tension qui entoure les grandes rencontres parce que celles-ci mettent en exergue des rivalités historiques. Mais précisément, ces matches sont souvent cadenassés par la police. Les risques réels d'affrontements, ils apparaissent parfois plus souvent lors de matches moins surveillés. En D2, on a parfois encore des scènes comme il y a dix ou vingt ans, toutes proportions gardées et même si la « loi football » est aussi d'application dans les divisions inférieures. Sinon, les meilleures opportunités pour les supporters qui veulent en découdre, ce sont les matches européens. Quand vous êtes à l'étranger, un sentiment d'impunité se développera plus facilement. Surtout quand la police ne demande qu'une chose, c'est que vous repartiez le plus rapidement dans votre pays. Les incidents dont on entend surtout parler à l'heure actuelle se produisent en marge de rencontres européennes. En plus, ces actions marquent les esprits au niveau national. Un club qui se fait remarquer en Coupe d'Europe gagne du prestige vis-à-vis des autres. On assiste même aujourd'hui à des alliances entre clubs internationaux. Par exemple, si Lille joue, les supporters nordistes vont avoir du renfort des hooligans brugeois. Des unions comme celle-là, il y en a dans tous les sens. C'est la géopolitique du hooliganisme !



Bertrand Fincoeur

Julien Paulus : La violence signifie-t-elle « violence raciste » ou au contraire le racisme est-il une forme parmi d'autres de violence, notamment verbale ?

Bertrand Fincoeur : Jusqu'ici, j'ai surtout parlé de violence physique. Maintenant, c'est vrai qu'on assiste, *a contrario* de la violence physique, à une montée en puissance de la violence verbale, notamment de la problématique du racisme dans le football. Sur ce sujet, il y a trois points qui me semblent importants. Le premier, c'est que le racisme n'est pas l'apanage des supporters. Les joueurs, voire les dirigeants, ne sont en effet pas toujours les derniers à montrer le mauvais exemple. Le deuxième, c'est que la Belgique n'est certainement pas le pays le plus concerné par la question. L'Espagne ou

l'Italie rencontrent ces problèmes à une autre échelle. Là-bas, certaines tribunes sont véritablement infiltrées par des groupuscules de la droite ultra. En Belgique, on n'en est pas là. Enfin, le troisième point, et sans doute le plus fondamental, c'est de s'interroger sur le sens qu'ont ces comportements. Lorsque l'on observe des manifestations de racisme dans les stades, il faut se demander si on est face à de l'extrémisme fonctionnel ou idéologique. Dans le premier cas, on est dans le registre de la rhétorique provocatrice, certes pas anodine, et de la construction identitaire. Les supporters utilisent en permanence des stigmates déstabilisateurs disqualifiant l'adversaire. Les joueurs africains peuvent entendre des cris de singe quand ils ont le ballon mais les insultes ne touchent pas que la race, elles englobent l'homophobie, la haine communautaire, etc. C'est aussi là que jouent les phénomènes de groupe. Individuellement, le supporter ne réagirait peut-être pas comme ça mais dans le contexte, porté par les émotions, il peut perdre son self-contrôle et sa distance au rôle. Ces comportements posent assurément question mais je crois qu'il ne faut pas toujours surcharger de sens ce type de conduites. Ces slogans ou gestes politiques ont dans la plupart des cas un sens très relatif et participent de la nature oppositive du spectacle. La logique de la partisanerie amènera d'ailleurs à soutenir avec ferveur certains individus ou groupes sociaux qui seront ensuite hués lorsqu'ils représentent les couleurs de l'adversaire. Il est tout de fois incontestable que ces mécanismes témoignent des peurs et des haines qui traversent le corps social et qui trouvent un écho amplifié dans l'anomie du stade. Après, à côté de l'extrémisme fonctionnel, il y a aussi un extrémisme idéologique et qui revêt une toute autre dimension. On ne peut en effet pas nier qu'il existe des ponts entre le hooliganisme et le milieu néo-nazi. Certains membres des noyaux durs hooligans de certains clubs se recrutent en effet dans les rassemblements de *Blood & Honour* et en Belgique aussi on retrouve des supporters appartenant à *Combat 18* ou à certains mouvements belges plus ou moins politisés. Ces affiliations politiques sont d'ailleurs parfois à l'origine de rivalités exacerbées entre clubs. La haine entre les supporters violents du Standard et de Charleroi est par exemple liée à la suprématie wallonne mais aussi à une opposition radicale sur le plan politique.

Julien Paulus : Au vu des récents événements qui ont secoué le football belge (injures envers les Wallons), peut-on affirmer que le sport en général et le football en particulier attisent le sentiment national ou communautaire ?

Bertrand Fincoeur : Je reviens sur l'idée de disqualification à l'aide de stigmates. En guise de provocation, certains supporters flamands utilisent des stéréotypes et chantent que les Wallons sont des chômeurs ou des pédophiles. En réponse, les Wallons traitent les Flamands de « boeren » (paysans). C'est loin d'être un phénomène nouveau, même si les médias semblent le découvrir aujourd'hui. Notez qu'au Standard de Liège par exemple, où le public compte une proportion non négligeable de supporters néerlandophones, les Flamands se joignent aux Wallons pour injurier leurs adversaires de « boeren ». Or, on pourrait soutenir qu'ils se déconsidèrent eux-mêmes dans ce cas. Pour moi, c'est une illustration d'un extrémisme fonctionnel, si on peut parler d'extrémisme, ce qui n'est pas si évident. Ce qu'il y a, c'est que le stade agit comme une caisse de résonance. Les conflits communautaires existent hors du stade et il n'est pas étrange qu'on les retrouve, exacerbés par les circonstances et autorisés par la désinhibition, à l'intérieur du stade. Le sport est régulièrement décrit comme une alternative fonctionnelle à la guerre. Pour Elias, il offre des espaces canalisés de libération des pulsions et des

émotions. Donc oui, le sport et le football en particulier attisent ou réveillent le sentiment national ou communautaire. Ils lui permettent de s'exprimer dans un contexte plus ou moins pacifié. C'est la fonction latente du sport de manière générale. Regardez les Jeux Olympiques, c'est la même chose, on compte le pays qui gagne le plus de médailles. Plutôt que de s'affronter dans le sang, on le fait dans la sueur. Et je ne crois pas que cette vision soit nécessairement incompatible avec l'idée que le sport rapproche les peuples. Mais c'est un fait qu'une équipe est plus qu'une sélection de onze joueurs. C'est la représentation symbolique d'une entité (la nation, la ville, la communauté) opposée à une autre le temps du match. Donc en ce sens on peut évidemment soutenir que le football fait vibrer le sentiment national ou communautaire. Et dans ce contexte on en trouve toujours certains qui voient dans les gradins, traditionnellement un espace où la parole est assez libre, une tribune privilégiée pour proclamer crûment des valeurs dont l'expression est socialement proscrite dans le quotidien, comme le dit Bromberger. Le problème si on veut, c'est qu'aujourd'hui, dans un stade, on pouvait précisément se permettre de défendre des idéologies réprouvées par ailleurs. Mais aujourd'hui, et ce n'est pas propre à la violence verbale dont le racisme fait partie, on a tendance à faire appliquer dans le stade les mêmes règles qu'au dehors. Je pense même que l'on évolue vers un modèle où dire ou faire quelque chose dans un stade sera bientôt plus sévèrement puni que si ces mêmes comportements étaient produits à l'extérieur. C'est un choix d'opportunité politique.

Julien Paulus : D'une manière générale, ce phénomène est-il propre à la Belgique ou à la France où trouve-t-on cette violence ailleurs dans d'autres pays ?

Bertrand Fincoeur : Tant la violence physique que la violence verbale se retrouvent dans tous les pays mais à des degrés d'intensité et dans des formes variables. Il y a des pays émergents, des pays en récession... Pour ce qui est du racisme, j'ai déjà dit que l'Espagne ou l'Italie connaissent des problèmes assez sérieux parce que certaines tribunes sont « dirigées » par des mouvements politiques. Les pays d'Europe de l'est (Pologne, République tchèque, Russie, etc.) sont également de plus en plus concernés par ces questions. En ex-Yougoslavie aussi. Là-bas, on règle entre supporters les blessures loin d'être cicatrisées de la guerre. Quand l'Obilic Belgrade joue contre le Dynamo Zagreb, ce n'est pas juste une histoire de cuir dans les filets. Le sport peut ainsi apparaître comme un appareil de domination ethnique, culturelle ou religieuse. Toutefois, dans les pays où la question politique est moins vivace, les motivations qui sous-tendent les affrontements, dans le cas de la violence physique, seront plus de l'ordre de la recherche d'adrénaline pure. En matière de racisme, la Belgique ne peut pas fermer les yeux lorsqu'il se passe quelque chose mais même le Centre pour l'Égalité des Chances a reconnu en 2007 que compte tenu du nombre total de supporters il y a peu de comportements racistes flagrants dans les stades belges.

Julien Paulus : On compare souvent la violence dans les stades aux « jeux du cirque » de l'Antiquité mais à bien des égards, la violence n'est plus sur le terrain mais dans les tribunes ! La comparaison est-elle valable ?

Bertrand Fincoeur : Je suis assez d'accord avec l'idée de jeu. Dangereux certes mais jeu quand même. De l'extérieur, on pourrait croire que les bagarres sont complètement anarchiques mais il y a des règles, évidemment implicites, mais qui sont plus ou moins bien respectées. J'appelle ça la déontologie des hooligans. Encore que les « règles du jeu » diffèrent parfois fortement d'un pays à l'autre. Par exemple, se battre avec un couteau, en Belgique, c'est mal vu. Par contre, en Italie, ne pas avoir d'arme, c'est manquer de courage. Maintenant, j'entends souvent certaines personnes dire que si les hooligans veulent se battre, qu'on les laisse faire, à l'image précisément des Jeux du cirque. Indépendamment de la question morale, je n'y crois pas du tout. Quand on discute avec les intéressés, certains vont effectivement dire qu'ils ne comprennent pas pourquoi on leur interdit de se battre, qu'ils ne gênent personne dans la mesure où la bagarre se déroule entre « professionnels » consentants, etc. Mais beaucoup disent aussi que si on leur offrait cette possibilité, jamais ils ne la saisiraient parce que les risques seraient trop gros. Pour eux, la certitude que la Police va intervenir dans les deux minutes pour mettre fin aux hostilités est une garantie de limitation des risques et donc une condition de production de la violence. Comme quoi, la gestion d'une problématique complexe ne peut être solutionnée par des mesures simplistes. ●●

Entretien réalisé par **Julien PAULUS**

En 10 ans de vie, la révolution entamée par Hugo Chávez au Venezuela aura fait couler beaucoup d'encre. Qu'on l'admire ou qu'on l'abhorre, il est sûr que l'homme et le personnage politique ne laissent personne indifférent. À l'intérieur même du pays, la population le soutient fermement, contre vents et marées ; ou le diffame lourdement, l'accusant de despotisme, de népotisme et d'autoritarisme. Ces détracteurs l'accusent généralement de populisme, lui reprochant de mettre son nez dans les affaires étrangères pour masquer les problèmes réels du pays.

Cette situation vient en grande partie de la personnalité même de l'homme : imposante et charismatique, mais provocatrice, voire dérangeante. L'un des meilleurs exemples est le fameux commentaire « *Por qué no te callas ?* » (*Pourquoi est-ce que tu ne te tais pas ?*) du roi d'Espagne Juan Carlos lors du sommet ibéro-américain de 2008, alors que le chef d'état vénézuélien invectivait les chefs d'entreprises espagnols et José María Aznar, dans ces termes : « *Un fasciste n'est pas humain, un serpent est plus humain qu'un fasciste* ». Sa capacité, d'une certaine manière « sarkozienne », de s'imposer et de s'impliquer dans tout processus ou événement médiatique peut énerver comme peut le faire son homologue français. Lors des événements de la fin d'année 2008 en Bolivie, sa déclaration d'intervention militaire, en cas de déclaration d'indépendance de la partie orientale du pays, a failli entraîner un changement de relation entre le gouvernement d'Evo Morales et son armée, qui ne voyait pas d'un très bon œil la présence de l'armée vénézuélienne sur son territoire national.

Revenons un moment sur les événements marquants de la « révolution bolivarienne », entamée il y a une décennie. Jusqu'au début des années 1980, le Venezuela avait été un pays stable, aussi bien socioéconomiquement que politiquement grâce aux revenus provenant de la vente du pétrole. Avec la crise de la dette extérieure et la baisse des prix pétroliers au milieu des années 1980, le pays s'enfonça dans une crise économique importante qui bouleversa les structures de l'Etat et le niveau de vie de la population vénézuélienne. En 1992, deux tentatives de coup d'Etat dirigées par le groupe MBR-200 ébranlèrent le pays. L'un de ses leaders n'était autre que le lieutenant-colonel Hugo Chávez.

En 1999, le pays se retrouve face à une crise démocratique importante (effondrement des partis traditionnels, peu de participation populaire, clientélisme politique, haut niveau de corruption, etc.). Au cours des élections de la même année, Chávez, alors à la tête du MVR¹ (Mouvement Cinquième République) et d'une coalition des partis de gauche, est élu président de la république, avec un projet radical de refonte institutionnelle et de lutte anti-corruption.

Lors de son premier mandat, il appelle un référendum pour une nouvelle constitution, adopté à 72 %, mais avec seulement 44 % de participation de la population. Elle installe un système monocréméral, permet la réélection du président après le premier mandat et met en place un « référendum révocatoire » pour le président et les gouvernants publics. En 2000, il est réélu avec presque 60 % des voix, lance la nationalisation de certains secteurs importants (pétrole, électricité, production de lait et de ciment, télécommunications, etc.) et la réforme agraire, une nationalisation des terres en friches des grands propriétaires terriens avec une redistribution à de petits propriétaires qui s'organisent en coopératives.

En 2002, il est renversé par le « coup d'Etat de Carmona² ». L'armée le séquestre et lui demande de démissionner, tout en nommant un gouvernement provisoire. Le jour d'après, une manifestation massive de la population renverse ce nouveau gouvernement, les dirigeants prennent la fuite et la garde présidentielle libère le président Chávez. Un documentaire, « *The revolution will not be televised* », réalisé par des journalistes irlandais présents lors des événements sort peu de temps après, et le fameux réalisateur Oliver Stone a annoncé en 2008 la sortie d'un film sur cet événement. Depuis lors et jusqu'à l'échec du référendum de la réforme constitutionnelle en 2007, toutes les élections et référendums lui seront favorables : 58 % d'opposition à la révocation de mi-mandat demandé par l'opposition en 2004, réélection présidentielle en décembre 2006 avec 63 % des voix.

Depuis 1998, on peut compter 11 consultations nationales victorieuses, et, selon les observateurs internationaux et nationaux, elles se sont toujours déroulées suivant un processus électoral pluraliste, libre et régulier.

En décembre 2007, lors de la réforme partielle de la constitution, le non l'emporte par une petite majorité (50,7 %), Hugo Chávez accepte cette décision populaire et reporte son grand projet constitutionnel³ pour plus tard (elle sera votée le 15 février 2009 avec 70 % de participation et 54,86 % d'approbation). Cette refonte effraie les pays occidentaux car elle supprime la limitation de représentation des maires, députés, gouverneurs, et du président⁴, ainsi Hugo Chávez pourra se représenter à la présidence du Venezuela lors des prochaines élections.

Quel pourrait donc être le bilan de la révolution débutée il y a maintenant 10 ans ? D'un côté, une pénurie de produits d'alimentation, une inflation persistante, une criminalité en hausse, une inégalité accrue malgré les réformes sociales, les dettes extérieure et intérieure en hausse, une corruption permanente, etc. ; de l'autre,

une reconnaissance des communautés indigènes, une redistribution efficace des terres au profit des petits propriétaires terriens, un taux de pauvreté en baisse ces dernières années, un pays complètement alphabétisé par politique d'Etat, un salaire minimum en augmentation, une amélioration de l'éducation secondaire et inférieure, une installation de nombreux hôpitaux dans les quartiers les plus pauvres, etc. ••

Gilles RAHIER

1 Movimiento V República (NdR.)

2 Du nom du président de la Chambre de Commerce du Venezuela qui prendra la tête du gouvernement provisoire.

3 Les trois thèmes principaux étaient : la consolidation de la démocratie participative et l'intégration sociale, une réforme de type économique et un renforcement du pouvoir central. Pour plus d'informations, consulter l'article de Gregory Wilpert, « Après onze victoires électorales du président Hugo Chávez in Le Monde Diplomatique, janvier 2008. »

4 Cette limitation existe dans des pays comme des Etats-Unis ou la France.

5 204 euros mensuel, le plus haut d'Amérique Latine après le Costa Rica.

Un plaidoyer pour le populisme ?

par Olivier Starquit

Le populisme, par son utilisation abusive et intempestive est un terme difficile à définir.

Une des caractéristiques de la littérature consacrée au populisme est la réticence ou la difficulté à donner à ce concept un sens précis (elle se borne généralement à en énumérer des traits pertinents, citons par exemple : anti-élitisme, valorisation du peuple, rejet des médiations, démagogie...).

Nonobstant les divergences de vue entre spécialistes, ces derniers s'accordent généralement sur deux éléments permettant de distinguer le populisme d'autres modes de faire de la politique (car il s'agit plus d'un style que d'une doctrine à proprement parler : Ernesto Laclau y voit ainsi « moins une famille politique qu'une dimension du registre discursif et normatif emprunté par les acteurs politiques »¹).

Ces deux éléments sont l'appel au peuple et un discours contre les élites. « Le populisme se développe dès lors selon une double logique : une logique d'inclusion qui consiste à s'adresser au peuple en vue de le rassembler autour de thèmes mobilisateurs, et une logique d'exclusion qui consiste à cibler des ennemis dans la classe politique et de les accuser d'être à l'origine de tous les maux de la société »².

Les politologues y voient par conséquent également un indicateur d'une crise de légitimité : « le populisme envoie toujours un message à la classe dirigeante, en l'occurrence à la classe politique qui est la première visée. Il est donc essentiel que celle-ci réponde à l'interrogation soulevée par l'émergence de cette dynamique populiste »³.

Même si, malgré sa dimension polémique, le discours populiste a toute sa place dans un régime démocratique, force est de constater qu'il est souvent utilisé pour dénigrer et disqualifier un adversaire politique. Il se mue dans

> suite p.6

Réalité brute

La nouvelle gauche en Amérique du Sud

Alors qu'historiquement, les Etats-Unis sont toujours intervenus, parfois de façon dissimulée, dans cette partie du monde lorsque le « péril rouge » menaçait leurs intérêts : Fidel Castro à Cuba, Augusto Pinochet au Chili, etc.¹. Depuis l'élection d'Hugo Chávez en 1999, on assiste à un renouveau des partis de la gauche et de leurs idées, qui changera complètement les conventions traditionnelles de la politique en Amérique Latine. Derrière l'omniprésent Hugo Chávez, représentant le renouveau de la gauche latino-américaine et digne successeur de la révolution de Fidel Castro face à « l'impérialisme américain », des leaders charismatiques de gauche émergent et prennent le pouvoir démocratiquement, en contrepoint des partis traditionnels.

Au cours des dernières années on a vu apparaître, successivement, « Lula » au Brésil, Evo Morales en Bolivie, Daniel Ortega au Nicaragua, Raphael Correa en Equateur et les Kirchner en Argentine². Le dernier pays en date est le Paraguay où, après plus de 60 ans de présence du parti conservateur *Colorado*, est apparu au pouvoir Fernando Lugo, ancien évêque de gauche de l'Alliance Patriotique pour le Changement (APC). Cependant, on peut diviser cette gauche en deux courants distincts : un plus « progressiste » et modéré (Lula, Lugo, Kirchner) et de l'autre côté le bloc anti-impérialisme, encore plus à gauche, emmené par Hugo Chávez. Cette dernière entame des rénovations constitutionnelles importantes³, donne plus d'importance aux groupes indigènes et tente de s'émanciper de son voisin du Nord.

L'actuelle situation bolivienne est intéressante car on pourrait, comme le fait le journaliste Maurice Lemoine du *Monde Diplomatique*, l'appeler « la bataille de Bolivie »⁴. Les changements constitutionnels prônés par Evo Morales sont fortement appuyés par ses alliés naturels de la gauche « réformiste » (Equateur, Venezuela, Nicaragua, Cuba), mais aussi pour la première fois, par une structure assez récente, l'UNASUR (Union des Nations sud-américaines)⁵. Jusqu'alors plus symbolique qu'efficace, cette réunion de tous les pays d'Amérique du Sud prendra position contre une « rupture institutionnelle » en Bolivie, donc contre les séparatistes

des régions orientales du pays. Elle protège ainsi le gouvernement élu démocratiquement et empêche l'escalade de la violence dans les régions dissidentes. La réforme constitutionnelle a d'ailleurs été acceptée par référendum national le 25 janvier de cette année, avec une majorité de 60 % de oui et une participation populaire record. Un nouveau paradigme naît en Amérique latine, qui n'implique plus les Etats-Unis dans des décisions supranationales.

Le « Socialisme du XXIe siècle », prôné par le courant « chaviste », va permettre la création de structures supranationales capables de s'opposer au néolibéralisme et à l'influence des Etats-Unis sur le continent : l'accord Petrocaribe, rassemblant 19 pays, va permettre au Venezuela de vendre le pétrole à des prix plus bas que ceux du marché ; l'UNASUR dont nous avons déjà parlé ; le MERCOSUR, dont l'accord de Cuzco de 2004 prévoit une intégration progressive à une union politique et économique de toute l'Amérique du Sud, sous une forme semblable à l'Union Européenne ; l'« Alternative bolivarienne pour les Amériques » (ALBA), réunissant le Venezuela, Cuba et la Bolivie, qui a permis par exemple l'échange de médecins cubains contre du pétrole vénézuélien ; et le refus d'implication dans la ZLEA (Zone de Libre Échange des Amériques), grand marché prôné par l'administration américaine, prévu de l'Alaska à la Terre de Feu.

On assiste donc, en ce début du XXIe siècle, à une réémergence et une rénovation de la gauche, en opposition aux partis traditionnels de gauche européens. Comme le remarque Ignacio Ramonet, rédacteur en chef du *Monde Diplomatique* jusqu'en janvier 2008, « alors que sur le vieux continent, la construction européenne a eu pour effet de rendre impossible toute alternative au néolibéralisme, au Brésil, en Argentine, en Bolivie et en Equateur, inspirés par l'exemple vénézuélien, des expériences se succèdent et font vivre l'espérance d'une émancipation des plus pauvres »⁶. ••

Gilles RAHIER

1 A lire sur le sujet, l'excellent livre de l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano, *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, Plon Collections « Terre Humaine Poche », 2007.

2 De 2003 à 2007, Néstor Kirchner et depuis 2007, sa femme Cristina Kirchner.

3 Concrètement au Venezuela en 2000 et 2009, en septembre 2008 en Equateur et en février 2009 en Bolivie.

4 Cf. « Même le Honduras s'émancipe » in *Le Monde Diplomatique*, novembre 2008.

5 Pour plus d'informations sur le séparatisme, la tuerie de Pando, le renvoi de l'ambassadeur américain et la situation générale en Bolivie durant la fin d'année 2008, voir *Le Courrier International*, n°933, 12 et 19 septembre 2008.

6 Ignacio Ramonet, « Hugo Chávez » in *Le Monde Diplomatique*, n°77, août 2007 (Ed. Chilienne). Traduction de l'auteur.

« Mots »

Par Henri Deleersnijder

Elections

« Si les élections pouvaient changer quelque chose, il y a longtemps qu'elles seraient interdites. » Ce slogan, qui fleure bon l'impérissable anarchie, il n'est pas rare qu'on le réentende à l'approche d'une nouvelle échéance électorale. Parfois ponctué par une formule plus concise, plus définitive aussi, destinée à clouer au pilori de l'illusion quiconque garde sa confiance à ce rituel des démocraties libérales : « Elections, piège à cons ». Elle eut son heure de gloire en mai 68, et Sartre lui-même l'a prise à son propre compte, ce qui n'est pas rien.

Depuis son émergence dans le courant du XIXe siècle, le mouvement ouvrier a toujours été partagé entre deux voies. L'une, d'inspiration anarcho-syndicaliste, puis nourrie de dynamique marxiste, se veut révolutionnaire et estime que le parlementarisme n'est qu'un leurre pour arriver à une société égalitaire. L'autre au contraire, portée sur le compromis social plus que sur l'affrontement des classes, privilégie l'action réformiste et mène donc une politique de petits pas dans la marche vers le même but. On aura reconnu, d'une part, la stratégie adoptée par la gauche communiste et, de l'autre, celle prônée par la gauche sociale-démocrate.

En Belgique, c'est la seconde pratique qui a largement prévalu chez ceux qui se réclamaient de l'idéal socialiste: en témoigne à suffisance la longue lutte menée principalement par eux pour aboutir au suffrage universel. Et si le vote y a été rendu obligatoire, c'est justement dans l'intention d'amener les couches populaires, exclues jusque-là de la chose publique, de s'y intéresser et de prendre une part active aux décisions qui la concernaient. Ironie du sort, cet objectif poursuivi par le législateur du passé est parfois considéré aujourd'hui non comme un progrès mais comme une regrettable contrainte, voire une atteinte à la liberté individuelle.

Faut-il voir dans cette perception qui tend à se répandre un signe de plus de la défiance grandissante à l'égard de la démocratie représentative? C'est fort possible. Mais, au sein de cette opinion publique en proie au scepticisme (« à quoi bon voter? »), il est permis aussi de déceler une demande, bien réelle quoique pas toujours clairement exprimée: celle de participer plus directement au « jeu politique » qui se déroule en haut lieu entre mandataires. C'est que le citoyen *lambda* est de nos jours beaucoup mieux instruit et informé qu'autrefois, ces temps lointains où des notables seuls étaient aux commandes, à l'écart des caméras et des forums d'internet. Et ce quidam de se dire : « Ce député pour qui j'ai voté et qui siège aujourd'hui en mon nom, ma foi, je me sens bien capable d'en faire autant que lui... »

Le rejet apparent du politique ne doit donc pas être interprété comme une fatalité. Encore faudrait-il que, dans le souci d'éviter toute dérive vers un antiparlementarisme de mauvais augure, les élus s'abstiennent de donner l'impression de vivre dans un monde à part, éloignés du commun des mortels, partageant avec des initiés une Olympie technocratique inaccessible aux regards de la piétaille et n'en descendant que pour récolter ses suffrages la veille de chaque scrutin. Mais, par contre, l'acte d'élire est aussi un engagement civique, d'où le devoir d'interpellation et de contrôle du mandataire qui incombe à l'électeur ayant jeté son dévolu sur lui. Coresponsabilité oblige. La bonne marche de la démocratie est à ce prix. C'est peu dire qu'il conviendra de s'en souvenir au moment des élections régionales et européennes du 7 juin prochain. Ne fût-ce que pour éviter qu'elles ne soient, *horresco referens*, un déplorable attrape-nigauds... ••

ce cadre en un terme opérateur d'illégitimation. Or, stigmatiser comme relevant du populisme les propos d'hommes ou de femmes inscrits dans un processus démocratique devient une manière de dévaloriser l'adversaire. Cette dérive comporte un risque : elle laisse entendre que seul un langage complexe est à la mesure de la complexité de la réalité. Cela revient à confisquer au citoyen *lambda* la compréhension du débat public pour le placer dans le giron des experts. Ce qui revient donc à créer les conditions d'un populisme bien réel celui-là.

Partant, si tout ce qui dessine une autre voie politique peut être taxé de populisme, n'est-ce pas la démocratie qui se voit alors vidée de son sens ? Dans cette optique, est populiste, celle ou celui qui dévie de la pensée unique.

Dans un ouvrage recensé dans ces pages⁴, Annie Collovald voyait dans la connotation stigmatisante du populisme la description d'un peuple, devenu un problème à résoudre et non plus une cause à défendre, un peuple « réduit au statut de problème et refait par les préjugés d'une élite sociale et pour les besoins de la cause néolibérale qui projette la construction d'un avenir radieux, conduit par la mondialisation des logiques financières, contrôlé par des experts (...) le peuple doit être méprisé et méprisable pour que se réalise l'utopie conservatrice du néolibéralisme rêvant d'une démocratie dépeuplée et réservée à une étroite élite "capacitaire"⁵ ». Ainsi, cet usage permet d'imposer un autre principe de légitimité politique, celui de l'expertise politique contre celui de la représentation politique.

Ainsi, si le populisme a fait l'objet d'un rejet aussi violent et sans examen, c'est en fonction d'une vision très dépréciative de la foule et au-delà du peuple.

Deux autres auteurs poursuivent l'analyse de cette entreprise de disqualification des classes populaires.

Ernesto Laclau, philosophe argentin né en 1935 à Buenos Aires, professeur émérite à l'université d'Essex, va même plus loin et se demande si la stigmatisation méprisante du populisme n'est pas une forme du rejet de la politique tout court, idée qu'il s'emploie à défendre et à développer, arguments à l'appui tout au long de son livre. Autrement dit, pour lui, le populisme est une manière de construire

le politique. Il « se présente comme un moyen de subvertir l'état de choses existant et comme le point de départ d'une reconstruction plus ou moins radicale d'un ordre nouveau à chaque fois que l'ordre ancien se trouve affaibli »⁶.

Le populisme n'est donc pas un certain type de mouvement identifiable à une base sociale particulière – la paysannerie ou les petits propriétaires par exemple – ; il est une logique politique qui tente de constituer le « peuple » comme acteur historique.

« Pour Laclau, le populisme n'apparaît pas comme une doctrine politique, idéologiquement de droite ou douteuse mais comme un mécanisme qui traverse tous les moments politiques majeurs ou authentiques des sociétés, quand il s'agit soit de renouveler un ordre ancien défaillant qui a fait la preuve de son autisme face à des questions nouvelles, soit de reformer une unité qui a été brisée par des politiques inégalitaires, privilégiant trop certaines couches ou classes par rapport à d'autres »⁷.

Le populisme est à ses yeux la seule politique véritablement démocratique.

Plus près de chez nous, l'écrivain flamand David Van Reybrouck s'attelle également dans *Pleidooi voor populisme*⁸ à la réhabilitation du peuple.

Pour lui aussi, la popularité du concept de populisme semble être inversement proportionnelle à sa limpidité. Lui aussi, il voit dans le populisme non une maladie mais un symptôme qui apparaît quand la culture politique dominante est malade. Par conséquent, les solutions défendues par

les populistes peuvent certes souvent se révéler caduques, les besoins exprimés par leur électorat restent néanmoins réels.

Il identifie deux causes inhérentes à ce symptôme : la présence décroissante des peu qualifiés au sein du parlement et le fossé culturel de plus en plus grand entre les peu qualifiés et les personnes plus qualifiées.

Dans ce qu'il appelle la démocratie des diplômés (*de diplomademocratie*), les conditions d'accès à la représentation politique reposent sur un cens social caché : la professionnalisation a créé une coupure entre les représentants politiques spécialisés à temps plein et les autres acteurs sociaux placés dans une position de profanes. Dans ce cadre, la surreprésentation des personnes hautement qualifiées peut expliquer la frustration politique ou l'apathie des peu qualifiés. Or, contrairement aux revendications portées haut et fort en matière de diversité et de parité, personne ne semble s'en offusquer outre-mesure. Lors des élections fédérales de 2007, il souligne que l'on a dénombré 700.000 abstentionnistes, soit un peu plus que le nombre de voix récoltées par le PS, troisième parti du pays.

En ce qui concerne le fossé culturel, il constate que celui-ci ne cesse de croître : « quiconque a fait des études supérieures a une autre attitude à l'égard de l'existence, a d'autres idéaux, aime d'autres musiques, d'autres vêtements, une autre alimentation, d'autres voitures et d'autres destinations de vacances par rapport à celui qui n'a pas fait des études supérieures ; il/elle semble habiter dans un autre pays »⁹.

Le style de vie est ainsi l'expression la plus visible de la marginalisation de ces personnes peu qualifiées. Mieux sur le plan matériel, le travailleur est actuellement moins bien loti : l'éducation populaire et l'émancipation des travailleurs ont été réduites en poussière par le relativisme culturel, la perte de l'identité de classe et la déparisation de la société. Car pour David Van Reybrouck, la polarisation aussi veillait à cette émancipation: ainsi si les cercles d'éducation populaire du POB incitaient à l'étude, qui aujourd'hui a repris ce rôle ? Certainement pas les médias commerciaux !

Pour y faire face, il faut un nouvel espace de rencontre entre toutes les couches de la population. Le parlement n'est-il ou ne devrait-il pas être ce lieu ?

Pour notre auteur, le populisme est l'expression de la rancune par rapport à l'égalité promise et qui tarde à se concrétiser. A ses yeux, pour que la démocratie fonctionne de manière optimale, plus de populisme est nécessaire, notamment à gauche, car le sort des peu qualifiés est trop important pour le laisser dans les mains du populisme sombre (caractérisé par la Lijst Dedecker).

Ainsi, pour lui, ce n'est pas moins mais un meilleur populisme qui est nécessaire. Le populisme ne témoigne-t-il pas de la volonté des peu qualifiés d'être impliqués à la mise en œuvre de la démocratie ?

En somme, pour David Van Reybrouck et Ernesto Laclau, le populisme fait partie de la démocratie parce qu'il ramène le conflit au cœur de la démocratie.

Et concluons en paraphrasant Norberto Bobbio qui posait que la qualité de la démocratie devait s'apprécier au regard de la réalité et de l'intensité d'un débat ouvert à tous dans le plus grand nombre d'instances.



1 Ernesto Laclau, *La raison populiste*, Paris, Seuil, collection « L'ordre philosophique », 2008, p.206.
2 Michel Quévit, « le populisme de droite s'invite », *La Libre Belgique*, 28/02/2009
3 Idem.
4 Olivier Starquit, 'Le populisme, un mot juste ou juste un mot ?', *Aide-Mémoire*, n° 35, janvier-mars 2006.
5 Annie Collovald, *Le populisme du FN, un dangereux contresens*, Broissieux, éditions du Croquant, 2004, p.234
6 Ernesto Laclau, *op.cit.*, p.207
7 Evelyne Grossman, Vous avez dit « populisme » ?' <http://www.laviedesidees.fr/Vous-avez-dit-populisme.html>, 19 mai 2008
8 David Van Reybrouck, *Pleidooi voor populisme*, Anvers, Querido, 2008. Un extrait en français de ce livre peut être lu dans la revue *Politique* : <http://politique.eu.org/archives/2008/10/729.html>.
9 *Op.cit.* p.46 (ma traduction)

La révolution conservatrice

U n e c h r o n i q u e d e J u l i e n D o h e t

Dans notre précédent article¹, nous avons commencé à analyser la pensée de Julius Evola à travers son analyse du fascisme italien. Nous avons clairement indiqué, principalement dans la dernière partie, combien Evola se positionnait dans la mouvance idéologique contre-révolutionnaire². Nous allons approfondir cet aspect via son analyse du nazisme.

Les points de désaccords

Le positionnement d'Evola envers le nazisme, peut-être plus qu'envers le fascisme d'ailleurs, est très intéressant pour approcher les nuances qui peuvent exister au sein de l'extrême droite et qui expliquent toujours la présence de divers courants en son sein aujourd'hui. Evola critique en fait tout ce qui permettait au nazisme de remplir quelque peu le dyptique de son nom. Car ce n'est évidemment pas l'aspect « national » qui le gêne mais bien celui de « socialiste ». Ainsi des initiatives de mixité sociale comme dans le Service du Travail³ : « En matière d'assistance sociale au bénéfice des classes inférieures, l'Allemagne hitlérienne fut à l'avant-garde de toutes les nations, n'ayant à ses côtés que l'Italie fasciste. Cela rentrait directement dans la politique d'Hitler, désireux d'avoir avec lui la classe laborieuse, à laquelle il assura un maximum de bien-être bourgeois, tandis que la reprise du slogan insipide de la "noblesse du travail" lui donnait une « conscience » particulière. Mais on dépassa parfois l'objectif, au point de devancer l'invasion de cette plèbe disposant de moyens et présomptueuse qui, de nos jours, prolifère comme une vraie peste dans la "société de consommation" »⁴. Plus fondamentalement, le populisme sur lequel Hitler fonde son pouvoir lui déplait également car il va à l'encontre de sa théorie aristocratique : « Le Troisième Reich s'est donc présenté sous la forme d'une dictature populaire, le pouvoir étant entre les mains d'un seul individu privé de toute légitimité supérieure, tirant uniquement du Volk et de son consensus l'origine de son pouvoir. Telle est l'essence du Führerprinzip. Avec lui, on avait voulu revenir à une tradition du temps des Germains, à la relation entre le chef et sa suite, unis par un lien de fidélité. Mais on oubliait en premier lieu que ce lien ne s'établissait alors qu'en cas de nécessité ou en vue d'objectifs militaires déterminés et que, tout comme la dictature pendant la première période romaine, le Führer (*dux* ou *heretigo*) n'avait pas un caractère permanent ; en second lieu, que les "partisans" étaient les différents chefs des lignées, non une masse, un Volk ; en troisième lieu, que dans l'ancienne constitution germanique, il y avait, en dehors du chef exceptionnel qui pouvait exiger une obéissance inconditionnelle en certaines circonstances – en dehors du *dux* ou *heretigo* – le rex, possesseur d'une dignité supérieure en raison de son origine »⁵.

De là, la troisième critique qui porte sur le racisme hitlérien : « De toute façon, quant à l'appréciation d'ensemble du racisme allemand de notre point de vue, notre jugement est le suivant : il faut voir une aberration démagogique dans la prétention germano-aryenne qui amenait à penser, comme l'avait affirmé Hitler, qu'être un balayeur du Reich devait être considéré comme un honneur plus grand que d'être roi d'un pays étranger. Ceci n'enlève rien au fait que, du point de vue de la Droite, une certaine conscience raciale équilibrée, une certaine dignité de "race" peuvent être jugées salutaires, si l'on pense à quel point nous en sommes aujourd'hui, avec l'exaltation de la négritude et tout le reste, avec la psychose anticolonialiste et le fanatisme de l'« intégration » : autant de phénomènes parallèles au déclin de toute l'Europe et de l'Occident »⁶. Si l'antisémitisme d'Hitler relève pour Evola du registre de la paranoïa⁷, il ne le condamne pas entièrement et prône même un antisémitisme « éthique », qui s'oppose à certaines valeurs comme le cosmopolitisme et le matérialisme, plutôt qu'un antisémitisme « racial ». D'autant que, comme d'autres responsables de l'extrême droite ayant continué leurs activités après 1945, il reconnaît le côté handicapant pour sa cause du génocide : « Mais la liquidation physiques des Juifs doit être rapportée essentiellement à la période de la guerre et aux territoires occupés, car on estime généralement qu'il n'en restait en Allemagne, au début des hostilités, que 25000 environ. Et pour ces massacres, connus dans un deuxième temps seulement par la majorité du peuple allemand, aucune justification, aucune excuse n'est recevable. »⁸

Il ne faut donc pas se tromper. C'est bien la forme du racisme et non le concept en temps que tel qu'Evola rejette, lui qui reprend en les approuvant, les idées de Walther Darré⁹ : « Or, le Troisième Reich, bien que n'étant pas du tout opposé à l'industrie, s'occupa

de prévenir énergiquement le "déracinement du paysan" (donc, implicitement, son exode urbain), de protéger la base naturelle de son existence, c'est-à-dire les terres, non seulement contre toute expropriation et toute spéculation économique, mais aussi contre tout fractionnement et tout endettement. Le centre de cette politique, ce fut le concept de l'*Erbhof*, c'est-à-dire d'une propriété héréditaire inaliénable, à transmettre à un seul héritier, au plus qualifié (ce qui, souvent d'ailleurs, correspondait à un usage séculaire) : à conserver à travers les générations, "héritage de la lignée dans les mains de paysans libres" »¹⁰.

La Révolution conservatrice

C'est donc clairement les quelques apports des Lumières et du rationalisme repris dans le nazisme, qu'Evola critique : « On peut comprendre, par conséquent, à quel niveau la lutte pour la vision du monde descendit en prenant des directions de ce genre. A ce sujet, la limite principale, ce fut celle d'un « naturalisme » qui niait toute véritable transcendance. Il suffit de penser que l'on condamna, comme d'esprit non-aryen mais « levantin », la distinction entre l'âme et le corps, le racisme postulant et présupposant leur unité essentielle et indivisible. »¹¹. A l'inverse, il approuve certains éléments comme la volonté de construire un réel imaginaire politique : « Il faut néanmoins reconnaître au national-socialisme le mérite d'avoir perçu la nécessité d'une « lutte pour la vision du monde ». Pour Hitler lui-même, la vision du monde était un facteur de première importance, situé au-dessus des idéologies et des formules de parti. La révolution devait être étendue au domaine de la vision du monde, de la *Weltanschauung* »¹². Rien d'étonnant donc de trouver la déclaration suivante : « Si *Mein Kampf* d'Hitler fut la Bible politique et idéologique du national-socialisme, l'ouvrage principal en fait de vision du monde et d'interprétation de l'histoire fut, dans le Troisième Reich, *Le mythe du XXe siècle* d'Alfred Rosenberg. C'est à lui qu'on se référa, sur plus d'un point, pour l'endoctrinement des jeunes générations. »¹³. De là, Evola enchaîne logiquement avec son approbation de ce que fut la SS qui, à l'exemple de Sparte mais aussi des Jésuites, répond à sa demande d'un Ordre élitiste destiné à être l'aristocratie nouvelle défendant un monde hiérarchisé inégalitaire et qui s'éloignait de la caricature germaniste du racisme dont nous venons de dire combien il la condamnait : « Dans un discours prononcé à Poznan le 4 octobre 1943, Himmler parla carrément des SS comme de l'Ordre armé qui, à l'avenir, après l'élimination de l'Union Soviétique, aurait dû monter la garde de l'Europe sur l'Oural contre "les hordes asiatiques". L'important, c'est que dans cette situation un certain changement de perspective eut lieu. On cessa d'identifier l' "aryanité" à la "germanité". On voulait combattre non pour un national-socialisme expansionniste reposant sur un racisme unilatéral, non pour le pangermanisme, mais pour une idée supérieure, pour l'Europe et pour un "Ordre Nouveau" européen. Cette orientation gagna du terrain dans la SS et s'exprima dans la déclaration de Charlottenburg (...) Dans cette déclaration de Charlottenburg, il était question de la conception de l'homme et de la vie propre au Troisième Reich et, surtout, du concept d'Ordre Nouveau, lequel n'aurait pas dû être hégémonique, mais fédéraliste et organique. »¹⁴. Evola défend donc une sorte de nazisme qui serait purgé de sa forme hitlérienne, ce qui est un raisonnement quelque peu particulier quand on sait combien Hitler est indissociable du parti qu'il a créé¹⁵ : « Par ailleurs, toujours après 1918 et avant l'avènement d'Hitler, il y eut en premier lieu des intellectuels qui, partant de cet héritage traditionnel, cherchèrent à promouvoir un mouvement tout à la fois de restauration et de rénovation. Là aussi, on pensait à une révolution, non dans le sens progressiste et subversif, mais bien comme refoulement du négatif, de ce qui s'était sclérosé et de ce qui, dans le régime précédent, avait perdu en partie ses possibilités vitales originelles, pour se ressentir au contraire de l'avènement du nouvel âge industriel. D'où la formule, souvent employée, de "révolution conservatrice". »¹⁶ Cette révolution conservatrice qui doit être entendue comme la troisième voie entre le totalitarisme hitlérien et la démocratie et le marxisme est bien un projet qui garde toute son actualité dans l'après guerre : « Le décret, signé par Hindenburg, avait un caractère légal. L'action concrète contre les communistes n'eut pas ce caractère, dans la mesure où elle ne fut pas accomplie par la seule police, mais aussi par les SA et les SS hitlériens de leur propre initiative, ce qui donna lieu à des excès. Mais si nous devons dès maintenant formuler un jugement du point de vue général de la Droite, nous devrions dire que dans tout Etat digne de ce nom des mesures de ce genre

s'imposent dans certaines circonstances. C'est justement parce que rien de tel n'a été fait pour la plus grande gloire de la sacrosainte démocratie, que dans l'Italie d'après la guerre mondiale le cancer représenté par le communisme et ses compagnons de route a pris une ampleur alarmante et y a poussé des racines si solides que son extirpation apparaît peu probable sans une véritable guerre civile »¹⁷.

Un nouveau parcours significatif

Julius Evola est donc une nouvelle fois un auteur dont la pensée et le parcours traverse les bouleversements de la Deuxième Guerre mondiale et fait la liaison entre l'extrême droite des années 30 et sa continuation dès le lendemain de la guerre. Né à Rome le 19 mai 1898 dans une famille de la petite noblesse sicilienne, Evola est tout d'abord proche des futuristes avant de s'engager dans la Première Guerre mondiale. Dès les débuts du Fascisme, il participe au sein de celui-ci au courant traditionaliste, fortement influencé qu'il est par les écrits, principalement *La crise du monde moderne*, et la pensée de René Guénon. Se rapprochant des SS durant la guerre, il termine celle-ci à Vienne où en avril 1945 il se retrouve paralysé des membres inférieurs à la suite d'un bombardement. Dès 1948 on le retrouve dans les groupes fascistes en Italie. Son implication est telle qu'il est arrêté en 1951 car considéré par la police comme le maître à penser des groupes les plus extrémistes à cause de son ouvrage *Les hommes au milieu des Ruines*. Il décède le 11 juin 1974¹⁸.

Nous terminerons ce double article comme nous l'avons commencé par une citation de la préface due à Philippe Baillet et qui synthétise bien le positionnement d'Evola : « Nous pouvons donc conclure ces considérations préliminaires en disant qu'idéalement le concept de la vraie Droite, de la Droite telle que nous l'entendons, doit être défini en fonction des forces et des traditions qui agissent d'une manière formatrice dans un groupe de nations, et parfois aussi dans des unités supranationales, avant la Révolution Française, avant l'avènement du Tiers Etat et du monde des masses, avant la civilisation bourgeoise et industrielle, avec toutes leurs conséquences et les jeux d'actions et de réactions concordantes qui ont conduit au marasme actuel et à ce qui menace d'une destruction définitive le peu qui reste encore de la civilisation européenne et du prestige européen. »¹⁹ ♦♦

1 Voir « Le Fascisme est de droite » in *Aide-mémoire* n°47 de janvier-février-mars 2009.

2 Voir « La pensée "contrerévolutionnaire" » in *Aide-mémoire* n°36 d'avril-mai-juin 2006.

3 Voir notre analyse critique de ses aspects dans « Force, Joie et Travail ! » in *Aide-mémoire* n°45 de juillet-août-septembre 2008.

4 Evola, Julius, *Le fascisme vu de droite. Suivi de notes sur le troisième Reich*, Paris, Totalité, 1981, p.130

5 Pp.124-125

6 p.140

7 p.141

8 p.143

9 Voir « De l'égalon au noble SS » in *Aide-mémoire* n°27 de janvier-février-mars 2004.

10 Pp.134-135

11 p.148

12 p.146

13 p.150

14 p.160

15 Voir nos deux articles « "Mon combat" d'Adolf Hitler, une autobiographie... » in *Aide-mémoire* n°20 de Janvier-février-mars 2002 et « "Mon combat" d'Adolf Hitler, un programme... » in *Aide-mémoire* n°21 d'avril-mai-juin 2002, ainsi que Les résultats d'une coalition avec l'extrême droite in *Aide-mémoire* n°30 d'octobre-novembre-décembre 2004.

16 p.121

17 p.121

18 Les renseignements biographiques proviennent de l'encyclopédie en ligne *Metapedia* que nous analyserons dans un prochain article.

19 pp.27-28



Avec le soutien de la Présidence du Gouvernement wallon, de la Communauté Wallonie-Bruxelles / Communauté française de Belgique, du Service de l'Éducation permanente - Direction générale de la Culture et de la Communication, de la Ville de Liège, de l'Enseignement communal liégeois, de la Province de Liège, du Service des Affaires Culturelles de la Province de Liège et de l'Enseignement de la Province de Liège, du Centre funéraire de Robermont, du Groupe Graphique Chauveheid, de l'Union Liégeoise des Prisonniers Politiques et de l'Association Ernest De Craene.



Le réseau « Territoire de Mémoire »
Les villes ou les communes
 Andenne, Anhée, Ans, Anthisnes, Arlon, Aubange, Aubel, Awans, Aywaille, Bassenge, Beyne-Heusay, Blegny, Braine-L'Alleud, Chaudfontaine, Chaumont-Gistoux, Clavier, Colfontaine, Comblain-au-Pont, Couvin, Crisnée, Dalhem, Dison, Durbuy, Engis, Esneux, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Fléron, Floreffe, Florennes, Fontaine-l'Évêque, Fosses-la-Ville, Gesves, Gouvy, Grâce-Hollogne, Hamois, Hannut, Hastières, Herbeumont, Héron, Herstal, Huy, Hotton, Incourt, Jalhay, Jodoigne, Juprelle, Liège, Limbourg, Lobbes, Lontzen, Manhay, Marchin, Martelange, Modave, Mons, Neupré, Nivelles, Ohey, Ouffet, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Oupeye, Pepinster, Peruwelz, Pont-à-Celles, Profondeville, Rebecq, Remicourt, Rochefort, St-Nicolas, Seraing, Soumagne, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Theux, Trooz, Verviers, Visé, Wanze, Waremme, Wasseiges, Welkenraedt, Woluwe-Saint-Lambert
Les CPAS
 Ans, Chaudfontaine, Jalhay, Modave, St-Nicolas, Seraing, Visé
Les provinces
 Luxembourg

La Médiathèque présente :

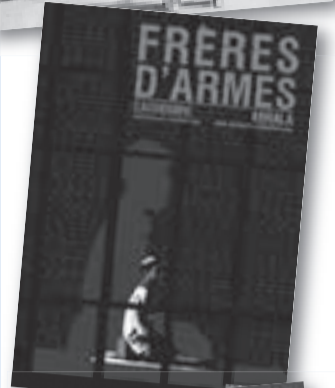
- **Julie Maeck et Patrick Weber, Jacques Martin. Carnets de guerre, Casterman, 2009, 25 €**

Si on peut ne pas apprécier le style de Jacques Martin ni l'idéologie qu'il véhicule dans ses bandes dessinées*, il faut reconnaître que dans ces crayonnés de son Service du Travail Obligatoire, il atteint un réalisme qui font de cette série de 50 dessins un documentaire sur cette forme particulière de l'exploitation de main d'œuvre durant la Seconde Guerre mondiale. Ce « carnet de guerre » est accompagné d'un texte explicatif sur le STO illustré par des affiches de propagande et d'une interview de Jacques Martin avec des photos des lieux où il est passé. Suit pour finir un article sur les « Chantiers de la jeunesse », organisation d'éducation vichyssoise et d'une liste de « STO » célèbres (d'Antoine Blondin à Bobby Lapointe en passant par Georges Brassens). * voir le dossier que consacre RésistanceS sur son site <http://www.resistances.be/alix01.html>



- **Frères d'armes : Cachemire / Kerala, Casterman, 2009, 18 €**
Contient Cachemire de Ahmed Naseer & Singh Saurabh, et Kerala de Abdul Sultan P.P, Partha Sengupta & Hasan Bushra

Ce volume relate et rassemble deux récits réalistes entièrement distincts l'un de l'autre - mais dont la thématique est commune : la confrontation de la société indienne d'aujourd'hui avec le fondamentalisme religieux et l'attrait qu'il exerce auprès des jeunes.



- **Ari Folman & David Polonsky, Valse avec Bachir, Casterman, 2008, 15 €**

Après le film coup de poing (César du meilleur film d'animation), un round supplémentaire avec la bande dessinée. Elle aborde la mémoire de la guerre de 1982 en Israël et au Liban pendant laquelle les milices chrétiennes massacrèrent les civils palestiniens des camps de réfugiés de Sabra et Chatila sous l'œil indifférent de Tsahal. La B.D. est directement issue des images du film d'animation. On y retrouve, intacts, l'esthétique semi-réaliste et le traitement chromatique si particuliers qui, outre la puissance et l'originalité de son propos, en signent sa singularité.



Le film est sorti en DVD le 4 mars.

Et aussi :

- **Baru, Noir, Casterman, coll. Ecritures, 2009, 14 €**

Reprend notamment les planches de « Bonne année » sur les banlieues défavorisées.

- **Jonathan Bastable, Paroles de combattants. Stalingrad, Luc Pire, 2008, 25 €**

Témoignages, lettres de soldats russes et allemands à Stalingrad, première grande défaite de l'armée du Troisième Reich.

- **Daniel et Michel Wagner, Paulette Wagner, a book of days, 2008**

L'histoire de leur mère, fille d'immigrés juifs polonais en Belgique ayant vécu à Liège et à Bruxelles. Texte en anglais.

- **Tardi & Verney, Journal de guerre. 1916, Casterman, 2008, 2,50 €**

La troisième de la Grande boucherie vue par Tardi et décrite par Verney.

- **Dan Franck, Jean Vautrin et Marc Veber, La Dame de Berlin (tome III) : Les aventures de Boro reporter photographe, Casterman, 2008, 10 €**

Mise en bande dessinée du livre de Franck et Vautrin. Ce 3e tome illustre le sauvetage d'une jeune actrice dans un Berlin nazifié.

- **Elisabeth Chabuel, 7 44, K éd., 2008, 14,50 €**

Livre-poème sur les événements de juillet 1944 dans le Vercors. Le poème « est issu de la mémoire d'une petite fille transmise à sa fille, lorsqu'elle était petite aussi »

- **Richard Lorent, Extrême droite : la voix dépouillée, Couleur livres, 2008, 15 €**

Analyse touffue et un peu embrouillée de l'antifascisme que l'auteur perçoit comme soit appellant à voter utile, soit intimidant l'électeur par la peur.

- **Viviane Teitelbaum-Hirsch, Salomon, vous êtes juif !?, Luc Pire, 2008, 22 €**

Vous pouvez acheter tous ces livres en librairie ou les emprunter à la Médiathèque des Territoires de la Mémoire

Michel Recloux, médiathécaire des Territoires de la Mémoire

Déjà membre ?

La carte de d'adhésion des **TERRITOIRES DE LA MEMOIRE**, c'est beaucoup plus qu'une série d'avantages :

- Accès libre à la médiathèque
- Abonnement à la revue Aide-Mémoire (4 n° par an)
- Envoi régulier de la new'sletter
- Réduction de 10 % sur tous les outils, activités et articles disponibles à la vente
- Entrée gratuite et permanente au Parcours symbolique (qui évoque le cheminement des déportés dans le système concentrationnaire nazi)
- Un ouvrage gratuit de la collection « Jours de Guerre » et un pin's triangle rouge (à retirer à l'accueil), des invitations privilégiées à nos activités, etc.

Devenir membre des **TERRITOIRES DE LA MEMOIRE**, c'est également un véritable engagement citoyen pour résister aux idées d'extrême droite.

CONDITIONS ANNUELLES :

- 10 € par an
- 2,50 € pour les étudiants
- 12 € pour l'étranger
- Déduction fiscale à partir de 30 € (cotisation annuelle non comprise)

Numéro de compte :
068 - 2431555 - 83

Mention : cotisation 2009



Aide-Mémoire Publication trimestrielle du Centre d'Éducation à la Tolérance et à la Résistance • Aide-Mémoire est la revue des membres de l'ASBL "Les Territoires de la Mémoire" • Président : Pierre Pétry • Directeur : Jacques Smits • Boulevard d'Avroy, 86 - 4000 Liège • Coordination et cellule pédagogique : 04 232 70 64 • Secrétariat et administration : 04 232 01 04 • Accueil et réservations visites : 04 232 70 60 • Centre de documentation : 04 232 70 62 • Fax : 04 232 70 65 • e-mail : accueil@territoires-memoire.be • <http://www.territoires-memoire.be> • Revue membre de l'Association des revues Scientifiques et Culturelles <http://www.arcs.be> • Éditeur responsable : Pierre Pétry • Directeur de la publication : Jacques Smits • Directeur Adjoint : Philippe Marchal • Rédacteur en chef : Jérôme Jamin • Comité de rédaction : Jean-François Bachelet, Henri Deleersnijder, Jérôme Jamin, Arnaud Leblanc, Philippe Marchal, Julien Paulus, Pierre Pétry, Michel Recloux • Infographie et mise en page : Héroufosse Communication - Polleur • Réalisation et impression : Groupe Graphique Chauveheid • Les articles non signés sont tous de la rédaction. **Toute reproduction, même partielle, de ce trimestriel est strictement interdite sans l'autorisation préalable de l'éditeur responsable. Les articles n'engagent que leurs auteurs.** • ISSN 1377-7831